



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Le-coin-des-telephiles>

Le coin des téléphiles

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1976 - N° 738 - septembre 1976 -

Date de mise en ligne : vendredi 7 mars 2008

Date de parution : septembre 1936

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Le 2 août, la télévision française a commencé à diffuser sur « Antenne 2 », à 18 h 15, une émission originale et qui s'annonce très intéressante, du producteur-réalisateur Armand Panigel, sur les « Chroniques du temps de l'ombre », véritable encyclopédie de la Résistance Française de 1940 à 1944, qui comprendra une série de trente films de 26 minutes se suivant quotidiennement, sauf le samedi.

Étant donné que lors des deux premières émissions, il m'avait été donné de constater deux lacunes qui me paraissaient regrettables, parce qu'elles concernaient deux faits historiques non négligeables, j'ai estimé devoir les porter à la connaissance de M. Armand Panigel.

Et cela, essentiellement, parce que l'un des événements oubliés m'autorisait à tenter d'obtenir que justice soit rendue à Jacques Duboin en démontrant que s'il fut un précurseur aujourd'hui connu dans le domaine de l'économie pour sa conception originale d'une ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE - dont l'embryon se développe d'ailleurs sous la forme des allocations et indemnités diverses - il fut un précurseur indiscutable, mais ignoré à la fois par les journalistes, les historiens (militaires et civils) et les responsables politiques, dans le domaine de la défense nationale, QUATORZE ANS avant le Général de Gaulle.

Je vous donne ci-dessous la copie des lignes essentielles de ma lettre à M. Armand Panigel :

« Lorsque j'ai entendu, dans vos premières « chroniques des temps de l'ombre », - d'une part, la réflexion de M. Pierre Boutang sur l'impréparation de l'Armée française qui subit la défaite de Mai 1940 ;

- d'autre part, l'évocation de l'attaque de la flotte française de Mers-el-Kebir par la flotte anglaise, le 3 Juillet 1940, je me suis pris à regretter vivement de n'avoir pas porté à la connaissance de l'historien Henri MICHEL plus tôt que je ne l'ai fait, les deux témoignages précisés ci-après dont il aurait pu faire état, ainsi qu'il me l'a écrit.

Bien qu'il n'y ait guère de chance pour que vous soyez en mesure de les mettre à profit avant la fin de l'émission en cours, je crois devoir vous faire part des renseignements que j'ai communiqués à M. Henri MICHEL et de l'appréciation qu'il a portée sur mes témoignages.

Témoignage sur les responsables de l'impréparation des armées françaises à la veille de la guerre de 1939-1940.

C'est le 5 juillet dernier que j'ai écrit ce qui suit à M. Henri MICHEL :

« Comme j'ignore si vous avez eu connaissance en son temps (1922) - ou même après lorsque vous avez étudié les causes qui furent à l'origine de la déroute des armées françaises en juin 1940 - de la séance de la Chambre des Députés du 14 mars 1922, je n'hésite pas à vous faire parvenir la copie du texte du discours prononcé le jeune et courageux député de la Haute-Savoie Jacques DUBOIN lors de la discussion du projet de loi sur l'organisation de la Défense Nationale déposée par le gouvernement. Albert SARRAUT étant Président du Conseil et André MAGINOT ministre de la Guerre. Cette copie est constituée par les dix pages de l'appendice du livre de J. Duboin « LIBÉRATION » (Économique) 2e édition, de 1946. Ce texte a été vérifié par moi sur les pages 784 à 788 du Journal Officiel n° 30 du 15 mars 1922.

J'ai d'autant moins hésité à m'adresser à vous que peu de temps après l'émission des « Dossiers de l'écran » du 3 juin 1970, sur la « Bataille de France ». À laquelle il avait pris part, le colonel LE GOYET, alors chef du service historique de l'Armée, a eu avec moi un entretien au château de Vincennes, au cours duquel il m'avoua ignorer l'événement que constituait le discours de Jacques Duboin à la Chambre des Députés le 14 mars 1922.

Or, c'est en général la Chambre des Députés du FRONT POPULAIRE de 1936 et les gouvernements de l'époque qui ont été tenus pour responsables de la défaite de 1940. En fait, il apparaît à la lecture des réactions suscitées par les propositions de modernisation de l'armée faites par Jacques Duboin et restées sans suite (motorisation : création d'un corps de chars d'assaut), que la responsabilité de l'impréparation de notre armée en 1940 INCOMBE avant tout à la Chambre des Députés de 1922, dite Chambre « bleu horizon » et au Président du Conseil Albert Sarraut ainsi qu'au ministre de la Guerre André Maginot.

En m'accusant réception de mon envoi, M. Henri MICHEL m'écrivait le 6 juillet : « ces textes contiennent

une information tout à fait neuve pour moi. Vous avez bien raison de souligner son importance ». Aussitôt après la fin de la première partie de l'Émission télévisée sur la Bataille de France, ci-dessus, j'avais demandé à M. Armand Jammot de profiter de la deuxième partie annoncée pour informer les télé-spectateurs sur l'importance de la séance de la Chambre du 14 mars 1922 et la part de responsabilité qu'elle avait dans la défaite de 1940, mais il n'en a rien fait. Il n'a même pas eu la courtoisie de me faire accuser réception de ma lettre. C'est pourquoi, dans un article de « La Grande Revue » de janvier 1971 - reprenant le titre d'un livre célèbre de PIERREFEU je n'hésitais pas à affirmer avec force à l'adresse d'Armand Jammot, que « Plutarque a menti »... par omission.

A propos de cet article, nous rappellerons sommairement qu'au cours des débats qui suivirent la projection du film des « Dossiers de l'Écran » de 1970, op avait fait observer avec raison, que du fait de l'avance prise par l'Allemagne dans son armement, il était beaucoup trop tard en 1936 pour pouvoir espérer réaliser le projet de réorganisation de l'armée française présenté par Paul REYNAUD conquis sur les bases des conceptions que le Colonel de Gaulle avait exposées en 1934 dans son livre au titre malheureusement mal choisi « Vers une armée de métier ». Mais, assez curieusement, s'il n'était pas trop tard le 14 mars 1922, quatorze ans avant le projet DE GAULLE - PAUL REYNAUD de 1938 il était beaucoup trop tôt lorsque le jeune député Jacques Duboin eut le mérite et le courage d'affronter une Chambre des Députés en majeure partie hostile, pour s'efforcer de faire comprendre à ses collègues qu'il était temps de renvoyer dans l'agriculture les chevaux de la cavalerie et de créer une armée moderne sur la base des conceptions nouvelles, nées de l'expérience de la guerre, qui avait été développées depuis la fin du conflit par celui qui fut, en 1915, le « père des chars d'assaut » : le Général ESTIENNE, sous les ordres duquel Jacques Duboin avait servi au front comme capitaine après s'être engagé volontairement en 1914, alors qu'il était classé « réformé ». A ceux de ses collègues qui l'interrompaient et lui demandaient ce qu'il entendait par une armée moderne, il répondait : « c'est une armée qui se reconnaît à l'odorat, elle sent le pétrole et ne sent pas le crottin. C'est une armée où le moteur mécanique joue le principal rôle ».

Au cours des débats, le rapporteur du projet de loi, le Colonel Fabry, déclara : « notre collègue Duboin peut apparaître ici, peut-être comme un précurseur, mais ce sera le seul reproche que l'on pourra lui adresser. Il va beaucoup trop vite ».

On sait comment on alla par la suite si lentement dans la modernisation de l'armée qu'elle partit en guerre sans une seule division blindée viable, mais avec de nombreuses divisions de cavalerie montées. J'en viens maintenant à l'autre témoignage, celui de Mers-el-Kebir, qui fut d'ailleurs le premier dans le temps.

Le 10 août 1940, à ma table de restaurant de l'hôtel thermal, à Vichy, le Général de l'Armée de l'air BERGERET, qui arrivait de Turin où il était Président de la Délégation française à la Commission d'armistice - et qui devait devenir peu après Secrétaire d'Etat à l'Air du gouvernement de Vichy - a déclaré ce qui suit que j'ai rapporté de Londres en mars 1943, puis à Alger en 1944 au juge d'instruction : « Les boches (sic) ont cent pour cent de chances de gagner la guerre, c'est le moment pour la France de jouer la bonne carte, c'est-à-dire de faire la guerre à l'Angleterre avec les boches ».

Un moment après il ajouta :

« J'ai acquis la conviction à Turin que l'affaire de Mers-el-Kebir a été voulue et menée par les boches qui ont réussi à faire croire aux Anglais que la flotte française était sur le point de sortir de sa base, ce qui devait inciter la flotte anglaise à l'attaquer ».

En me remerciant le 16 juin de mon témoignage, M Henri MICHEL m'écrivait :

« Vos souvenirs rejoignent le compte rendu que l'ambassadeur BULLITT a envoyé à ROOSEVELT le 1er Juillet 1940 (avant Mers-el-Kebir) d'une conversation qu'il avait eue avec Darlan à La Bourboule. Darlan avait déclaré que l'Angleterre était battue, que les Anglais étaient tellement lâches qu'ils capituleraient au premier bombardement ».

Général Robert LASSERRE.